

On nous disait, naturellement, que la suppression des régies et des subventions, le retour au jeu normal de la concurrence, le rétablissement des bénéfices normaux, auraient pour effet d'accroître la production et, partant, d'abaisser les prix. Telle était la théorie. Le ministre des Finances reconnaîtra que telle était la théorie qu'on nous faisait valoir ici. Qu'est-il arrivé? Les prix ont monté, les entreprises ont réalisé des bénéfices sans précédent chez nous et les prix continuent à monter en flèche.

Au cours d'une récente allocution radio-phonique, que j'ai critiquée par la suite, le premier ministre a soutenu qu'avec la régie des prix, mais sans rationnement, il se pourrait que la répartition de certaines denrées dont il y a pénurie ne soit pas très équitable. Je le répète encore, la population du Canada est actuellement rationnée, non pas au moyen de coupons, mais par une méthode de rationnement bien plus cruelle, bien plus dure et bien plus injuste; elle est rationnée par la bourse.

M. Gibson: N'en a-t-il pas toujours été ainsi chez tous les peuples et depuis toujours?

M. Coldwell: C'est un vieux tory qui parle. Comme il en a toujours été ainsi, il faudrait qu'il en soit toujours de même. Je ne veux aucunement critiquer le parti conservateur-progressiste. J'ai bien dit "tory". Qu'il me soit permis de signaler qu'on nous a fort renseignés, cet après-midi, sur ce qui se passe dans d'autres pays. Je me rappelle que le ministre des Finances m'a pris à partie parce que j'avais dit que certaines personnes que j'ai connues dernièrement au pays ont affirmé que le coût de la vie était le plus élevé de tous les pays qu'elles avaient visités. Je ne tiens pas à consigner au compte rendu les noms de ces personnes, mais je n'hésiterais pas à en faire part au ministre des Finances plus tard. Soit dit en passant, il ne s'agissait pas de Britanniques. Le ministre a dit qu'il ne servait de rien de parler de ce qui se passe dans d'autres pays. Cet après-midi, on nous a beaucoup parlé de ce qui se passe aux États-Unis et au Royaume-Uni.

L'hon. M. Abbott: Ce n'est pas précisément ce que j'ai dit.

M. Coldwell: Cela s'en rapproche fort.

L'hon. M. Abbott: J'ai comparé les résultats et j'ai dit qu'une fois mes observations formulées il me semblait inutile de débattre la question davantage.

M. Coldwell: C'est exact.

L'hon. M. Abbott: Je ne disposais que de quinze minutes à la radio.

M. Coldwell: J'étais dans le même cas.

L'hon. M. Abbott: J'aurais pu en dire bien davantage.

M. Coldwell: Je soutiens que les petits salariés doivent se retirer du marché par suite des prix élevés mais que les riches peuvent encore acheter à loisir. Voilà pourquoi notre amendement propose d'établir diverses réglementations et d'instituer certaines subventions afin de rendre égaux pour tous les sacrifices qu'il faut présentement consentir. Le présent régime consacre l'inégalité. Une partie de la population est incapable de se procurer certains produits, qui sont toutefois à la disposition d'autres groupements. C'est là à mon sens, à toutes fins pratiques, un exemple flagrant de mesures législatives mises en œuvre pour avantager une classe en particulier. L'exposé budgétaire a mis en lumière la politique du Gouvernement. Lorsqu'il a voulu réduire la fabrication des poêles, des lessiveuses, des automobiles, etc., il a restreint l'approvisionnement en imposant une taxe d'accise spéciale et en majorant du quart la taxe de vente. Autrement dit, si je comprends bien, il a augmenté les taxes afin que, le prix de vente étant majoré, les achats diminuent.

M. Macdonnell (Greenwood): Et le revenu de l'État s'est accru.

M. Coldwell: Et les recettes ont augmenté également. Comme on l'a dit cet après-midi, des centaines de milliers de Canadiens ont le plus pressant besoin d'habitations. Le besoin en est aujourd'hui plus grand que jamais. Or, que fait le Gouvernement? Il prend délibérément des mesures qui mettent le prix des habitations hors de la portée des citoyens moins favorisés et qui relèvent le coût tant des maisons que des loyers. Sur ces points, nous différons totalement d'avis avec le Gouvernement. Nous sommes convaincus que, lorsque des denrées essentielles deviennent rares, le peuple canadien préfère un régime de réglementation des prix comportant le rationnement par coupons plutôt que le rationnement fondé sur les ressources. Soit dit en passant, notre opinion à cet égard correspond de très près à celle qu'exprimait feu M. Mackenzie King, en octobre 1941. Je vais citer un passage du discours qu'il a prononcé à la radio à cette occasion et où il a déclaré:

La hausse des prix, si ceux-ci ne sont pas réglementés, rendra la guerre plus onéreuse et, par voie de conséquence, son financement plus difficile.

Il suffit de remplacer le mot "guerre" par le mot "défense".

La hausse des prix, si elle n'est pas réprimée, sèmera la confusion et l'incertitude dans l'industrie et le commerce, ce qui retardera la production et la distribution satisfaisante des approvisionnements. La majoration des prix portera le coût de la vie à